

Veille agricole Hongrie Mars 2024

Rétablissement partiel des droits de douane de l'UE pour les produits agricoles ukrainiens

Le Parlement européen (PE) et le Conseil des gouvernements nationaux (CE) ont décidé de prolonger les exemptions de droits de douane sur certains produits agricoles venus d'Ukraine jusqu'au 5 juin 2025. Des « mécanismes de sauvegarde » sont toutefois prévus pour limiter leurs impacts sur l'agriculture européenne. Jusqu'à présent, l'exemption s'appliquait à la volaille, aux œufs et au sucre. S'y ajoutent désormais l'avoine, le maïs, les gruaux et le miel, à la condition que les volumes ne dépassent pas les niveaux moyens importés par l'UE en 2022 et 2023. Au-delà de ces seuils, les produits importés seront soumis à des taxes. Il a été également décidé que la Commission européenne devra réagir plus rapidement en cas d'augmentation subite des importations, dans un délai de 14 jours au lieu de 21.

La Commission peut, à cet effet, prendre des mesures d'urgence et ordonner toute autre qu'elle juge nécessaire en cas de perturbation significative du marché de l'UE ou des marchés d'un ou de plusieurs pays de l'UE en raison des importations ukrainiennes. L'étape suivante est l'adoption du projet d'accord par le Parlement européen.

2023 : année tragique pour l'industrie de la viande

Tamás Éder, président social de l'Association hongroise de l'industrie de la viande, a déclaré dans son évaluation annuelle que l'industrie alimentaire a enregistré un recul en 2023, avec une baisse de 11,3 % de l'indice du volume de production. La situation a été encore pire dans le secteur de la viande puisque l'indice du volume de la production dans le secteur de la transformation et de la conservation de la viande, qui comprend l'abattage et la production de porcs, a chuté de 15,7 %. Le secteur des produits carnés (incluant les produits de volaille) a chuté de 14,4 %. L'industrie alimentaire n'a jamais connu un tel déclin au cours des 25 dernières années.

L'abattage de porcs a aussi légèrement diminué, mais le nombre de porcs a évolué de manière positive. Le secteur a abattu près de 4,5 millions de porcs l'année dernière, soit une baisse de seulement 0,9 %. Les exportations et importations de viande de porc ont aussi diminué alors que le prix du porc n'a jamais été aussi élevé qu'en 2023. Enfin, et en raison de la peste porcine africaine, la viande de porc hongroise a été placée sur liste d'interdiction. Bien qu'il y ait encore peu de données disponibles pour 2024, l'industrie de la viande semble connaître une certaine reprise. En janvier, les exportations dans le secteur de la transformation de la viande affichaient une hausse de 28% alors que, pour ce qui est de la fabrication d'aliments préparés, le marché intérieur a augmenté de 18 % (probablement en raison de l'augmentation des revenus réels).

Très bonne performance du commerce agroalimentaire hongrois en 2023

Le commerce extérieur agroalimentaire a généré un excédent de 3,5 Mds EUR pour la Hongrie en 2023, soit 38 % de l'excédent commercial global. La valeur des exportations nationales a augmenté de 174 M EUR, +1,3 % par rapport à 2022. Les importations agricoles, d'une valeur de 9,9 Mds EUR, ont également augmenté de 1,3 %, ce qui représente une augmentation de 122,8 M EUR par rapport à l'année passée. Par conséquent, l'excédent du commerce extérieur a augmenté de 1,5 %. La légère augmentation des exportations agricoles tient à la hausse des prix (+ 2,1 %) car le volume n'a pas changé de manière significative (-0,8%). Concernant les importations, la forte hausse des prix (+ 11,4 %) a été compensée par une baisse du volume (9,1 %). L'Allemagne est le marché principal pour les produits hongrois, avec une valeur de 1,8 Mds EUR, suivie par l'Italie avec 1,7 Mds EUR, la

Roumanie (avec un peu moins de 1,7 Mds EUR), de l'Autriche (1,1 Mds EUR) et de la Pologne avec 750 Mds EUR. Ces cinq pays ont absorbé 54 % des exportations agricoles de la Hongrie.

Spar attaque le gouvernement hongrois

La branche autrichienne de Spar affirme que la Hongrie a violé le droit européen avec l'introduction d'une mesure relative au plafonnement des prix de certains produits alimentaires et d'une taxe spéciale. La chaîne de supermarchés affirme que la taxe spéciale introduite en 2022 est discriminatoire et viole notamment le principe de la libre circulation des marchandises. Selon les estimations de Spar, les mesures arrêtées par le gouvernement hongrois ont renchéri les coûts de la chaîne de 90 M EUR, entraînant une perte de près de 50 M EUR en 2023. Le siège de Spar (basé aux Pays-Bas) a décidé de porter plainte auprès de la Commission européenne et que des mesures soient prises pour atténuer les effets dommageables sur ses opérations.

Le groupe Spar dénonce également le harcèlement que lui a fait subir le gouvernement hongrois qui souhaitait acquérir une participation dans la filiale hongroise du groupe. Pour cette raison, il a transféré une partie de ses actifs de leur société hongroise vers la Suisse, notamment pour l'immobilier.

Le ministère de l'économie nationale a rejeté les affirmations de SPAR, déclarant que les accusations contre le gouvernement étaient infondées et motivées par la situation financière déficitaire de SPAR qui résultait elle-même d'une gestion déficiente de l'entité autrichienne.

La Hongrie aide l'agriculture tchadienne avec des semences

La Hongrie aidera l'agriculture tchadienne avec un programme d'expertise agricole, des fermes modèles et une coopération en matière d'enseignement supérieur, a déclaré le ministre de l'agriculture, István Nagy. Au cours de l'entrevue, István Nagy a remis des semences au ministre tchadien de l'agriculture, dans le cadre des activités de l'Agence hongroise des aides. Cette initiative vise à renforcer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire dans la région du lac Tchad.

En octobre 2023, le ministre de la défense, Kristóf Szalay-Bobrovniczky, avait annoncé que le gouvernement Orbán enverrait aussi une mission militaire au Tchad pour aider à contrôler les migrations et fournir une aide humanitaire.